



le point du monde

LA TCHÉCOSLOVAQUIE

après l'intervention et les pourparlers de Moscou

ne
atomique
DANS LE MONDE

Alexandre Dubcek entouré de jeunes Tchécoslovaques : l'un des principaux résultats

« **N**OUS sommes revenus ensemble, avec les camarades Dubcek, Cernik, Smrkovsky et les autres ». Cette phrase, l'une des toutes premières du discours prononcé mardi à Prague par le président Svoboda, souligne immédiatement l'un des principaux résultats des pourparlers soviéto-tchécoslovaques de Moscou.

Ce sont en effet les dirigeants régulièrement élus à la tête du parti communiste et de l'Etat tchécoslovaques qui

reprennent leurs fonctions. Lorsque l'on se souvient des violentes attaques lancées contre la plupart d'entre eux par la presse soviétique, de leur arrestation par les forces d'occupation, on ne peut que mesurer le chemin parcouru. L'unanimité avec laquelle le peuple tchécoslovaque a soutenu ses dirigeants légitimes, l'esprit de responsabilité et de discipline dont il a fait preuve au cours de ces journées dramatiques, son refus d'accepter l'occupation étrangère, sont à l'origine de ce résultat essentiel qui ne semble pas être celui que recherchaient l'URSS et les quatre autres pays socialistes qui sont intervenus militairement en Tchécoslovaquie.

Mais leur retour à Prague ne suffit pas à expliquer l'insistance avec laquelle Svoboda, Dubcek, Cernik et Smrkovsky appellent les Tchécoslovaques à accepter les décisions de Moscou. Certes, l'accord sur le retrait des troupes étrangères « au fur et à mesure que se normalisera la situation en Tchécoslovaquie » ne répond évidemment pas aux aspirations de la population et de ses dirigeants. Car, outre le fait que le communiqué sur les entretiens soviéto-tchécoslovaques ne précise pas qui appréciera cette « normalisation », il est clair que celle-ci ne pourra être complète tant que le pays restera occupé. Et les Tchécoslovaques n'ont pas de raison d'être plus enthousiastes lorsque Dubcek demande leur appui « même dans le cas où nous devrions prendre des mesures temporaires limitant la démocratisation et la liberté d'expression déjà atteintes, mesures que nous n'aurions jamais prises dans une situation normale ».

LE SENS D'UN APPUI

Sans doute aussi, ce compromis, qui n'enchante personne, ne peut-il que confirmer dans leur opinion tous ceux qui, dans le mouvement communiste international, se sont élevés contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, comme l'ont fait notamment la plupart des partis communistes d'Europe occidentale. Car s'il y avait incontestablement certaines menées anti-socialistes en Tchécoslovaquie, les journées d'occupation ont clairement montré que le Parti communiste tchécoslovaque avait suffisamment d'appuis dans la population pour y faire face lui-même, conformément aux droits souverains et à l'indépendance de chaque Etat socialiste, à l'autonomie et à l'égalité de tous les partis communistes. Et ce ne sont pas les traumatismes provoqués par l'intervention armée qui faciliteront cette tâche dans l'avenir. Sans parler des dommages causés dans le monde au prestige du socialisme, du feu vert donné aux tenants de la guerre froide et de la division accrue du mouvement communiste international.

Il n'en reste pas moins que le compromis de Moscou, aussi peu satisfaisant soit-

il, est néanmoins préférable à la poursuite de l'affrontement entre le peuple tchécoslovaque et les forces d'occupation. Et cela d'autant plus que les dirigeants tchécoslovaques semblent résolus à poursuivre la politique inaugurée en janvier, même si elle doit subir maintenant certaines restrictions. Soulignant l'appui apporté par la population à cette politique, Dubcek a déclaré mardi à son retour à Prague : « Nous avons interprété ainsi votre appui, nous le comprenons toujours comme un soutien à l'idée d'une évolution du socialisme dans notre République telle qu'elle a été définie par le plénum de janvier du Parti communiste tchécoslovaque et au moment des préparatifs en vue du congrès extraordinaire du parti. Ce soutien nous encourage d'autant plus en ces moments difficiles et nous engage à persévérer dans nos anciens efforts pour concrétiser les principes de l'humanisme et du socialisme ».

UNE REPONSE FONDAMENTALE

Les conditions créées par l'intervention militaire et les accords de Moscou permettront-elles au Parti communiste tchécoslovaque de poursuivre effectivement cette politique ? Et les restrictions imposées ne la videront-elles pas de son contenu ? Quel sera, en d'autres termes, l'avenir de la démocratisation socialiste entreprise en janvier ?

La réponse à cette question sera fondamentale. Pour la Tchécoslovaquie tout d'abord. Tout ce qui s'est passé ces derniers jours dans ce pays et les réticences, pour ne pas dire plus, avec lesquelles la population a accueilli les accords de Moscou indiquent à suffisance que les Tchécoslovaques ne sont pas disposés à accepter un retour plus ou moins déguisé aux méthodes novotniennes.

Mais cette réponse concerne également toute la communauté socialiste, l'ensemble du mouvement communiste international. Il s'agit de savoir si sera poursuivi le processus de démocratisation socialiste, d'adaptation du socialisme aux conditions de développement économique et social que connaissent aujourd'hui la plupart des pays socialistes. Et, pour les pays d'Europe occidentale plus particulièrement, il s'agit de savoir si l'on

poursuivra l'effort tendant à élaborer une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions de lutte dans des pays industriellement avancés où il faut faire face à un néo-capitalisme très puissant mais où la classe ouvrière alliée depuis longtemps l'action revendicative à la défense et à l'élargissement des libertés démocratiques.

UN PROBLEME CLEF

Toute cette orientation, symbolisée depuis 1956 par le vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, est aujourd'hui celle de millions de communistes de par le monde. Et notamment des communistes belges, qui s'étaient engagés dans cette voie dès leur congrès de Vilvorde, en 1954, qui fut celui de la rupture avec le sectarisme et les méthodes autoritaires du passé. Cette orientation, nous n'entendons pas l'abandonner mais au contraire la poursuivre et la développer. Et parce que la démocratisation socialiste, l'établissement de rapports d'indépendance et d'égalité entre tous les partis communistes et tous les pays socialistes sont des éléments essentiels de cette orientation, les communistes belges, qui ont exprimé sans équivoque leur désaccord avec l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, réaffirment leur solidarité avec les communistes tchécoslovaques et leur parti.

Résolus à maintenir nos relations fraternelles avec l'Union soviétique dont nous n'oublions ni les responsabilités ni l'apport inestimable à la cause du socialisme et de la paix, repoussant catégoriquement toute espèce de sollicitation antisoviétique, nous pensons que le socialisme est aujourd'hui assez fort pour n'avoir recours aux tanks et aux autres armements que pour dissuader l'impérialisme de toute attaque contre la communauté socialiste.

Le problème posé en Tchécoslovaquie n'a pas été résolu, loin s'en faut, par l'intervention militaire. Il continuera à se poser, en Tchécoslovaquie comme dans le reste du monde, car ce problème, celui de la démocratisation socialiste, de l'enrichissement permanent du marxisme par son adaptation aux données de son époque, est un des problèmes clefs du communisme contemporain.

S. NUDELHOLE.

Les réactions du mouvement communiste international

- **ONT DESAPPROUVE** l'intervention militaire en Tchécoslovaquie : La Yougoslavie et la Roumanie. Les partis communistes de Belgique, France, Italie, Finlande, Espagne, Grande-Bretagne, Autriche, Suisse, Suède, Danemark, Pays-Bas, Japon, Canada et Australie. Le Parti communiste d'Israël (Mikunis).
- **L'Union de la gauche démocratique (EDA)** où militent les communistes grecs ainsi que le Parti de la libération et du socialisme du Maroc dirigé par le leader communiste Ali Yata.
- **ONT APPROUVE** l'intervention : La Mongolie, le Nord-Vietnam, la Corée du Nord et Cuba. Les partis communistes d'Allemagne occidentale, Luxembourg, Chili, Argentine, Uruguay, Colombie, Equateur, Costa-Rica, Afrique du Sud, Chypre, Syrie et Irak. Le Parti communiste d'Israël (Vilner).
- **AUX ETATS-UNIS**, le secrétaire général du parti communiste, Gus Hall, a publié à titre personnel une déclaration estimant « regrettable que les choses en soient arrivées au point qu'une action militaire ait été considérée nécessaire ». Les présidents du parti pour l'Etat de New York et la Californie du Sud se sont toutefois désolidarisés de cette déclaration et ont désapprouvé l'intervention.
- **LA CHINE ET L'ALBANIE** ont dénoncé l'intervention tout en condamnant les « révisionnistes » tchécoslovaques.